

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2000

Excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars en avril 2000

Un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars a été constaté en avril 2000, ce qui représente une amélioration de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 1,5 milliard enregistré en avril 1999. Les recettes budgétaires étaient en hausse de 11,2 %, les dépenses de programmes ont grimpé de 3,7 %, et les frais de la dette publique ont baissé de 1,3 %.

Parmi les principales composantes des recettes, les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont été plus élevées, des baisses ayant été déclarées dans toutes les autres principales composantes des recettes.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 12 %, soit 0,8 milliard de dollars. Cependant, la moitié de cette hausse est attribuable à des questions de calendrier relatives au traitement des demandes de remboursement d'impôt sur le revenu des particuliers en mars et en avril. Même si la valeur des demandes de remboursement traitées en mars 2000 a atteint 0,6 milliard de dollars de plus qu'en mars 1999, la valeur des demandes traitées en avril 2000 a chuté de 0,4 milliard par rapport à avril 1999. Le reste de l'augmentation des recettes en avril 2000 est surtout attribuable à la vigueur soutenue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, puisqu'un plus grand nombre de personnes détenaient un emploi.
- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 81,3 %, soit de 0,9 milliard de dollars. Même si une partie de cette augmentation traduit la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, les acomptes provisionnels d'impôt constituent un autre important facteur. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels

fondés soit sur leur impôt à payer de l'année précédente, soit sur leur impôt à payer projeté pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont rebondi avec force en 1999, les acomptes provisionnels mensuels pour la majeure partie de 1999 ont été fondés sur l'impôt à payer pour 1998 – une année durant laquelle les bénéfices des sociétés ont fléchi – ce qui a fait baisser les paiements d'acomptes provisionnels en 1999. Les acomptes provisionnels mensuels en cours étant largement fondés sur l'impôt à payer pour 1999, les résultats mensuels de 2000-2001 pourraient encore une fois être trompeurs.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 %, la baisse des taux de cotisation (le taux pour les employés en 2000 est de 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, en comparaison de 2,55 \$ en 1999) ayant compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et, en conséquence, payant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont diminué de 1,8 %. Cependant, compte tenu de la vigueur soutenue des dépenses de consommation, des questions de calendrier semblent influencer sur les résultats pour avril, si bien que les recettes devraient augmenter dans les prochains mois.

Sur le plan des dépenses de programmes, toutes les principales composantes ont été plus élevées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 %, la hausse des prestations aux personnes âgées ayant plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 8,8 %, sous l'effet de transferts en espèces plus élevés au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et du programme



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	13 229	14 712
Dépenses de programmes	-8 289	-8 595
Solde de fonctionnement	4 940	6 117
Frais de la dette publique	-3 412	-3 368
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 528	2 749
Opérations non budgétaires	-3 556	-5 223
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 028	-2 474
Opérations de change	-632	1 129
Solde financier net	-2 660	-1 345
Variation nette des emprunts	-4 716	-5 788
Variation nette de l'encaisse	-7 376	-7 133

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

de péréquation. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS tenait compte de la mesure adoptée dans le budget de 1999 pour porter le financement de base de 12,5 milliards en 1999-2000 à 13,5 milliards de dollars en 2000-2001. L'augmentation des droits à péréquation est attribuable à une croissance économique soutenue plus forte en Ontario que dans les provinces recevant des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,3 %. Les subventions et les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,9 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État progressaient de 12,7 %. Les dépenses au titre de la défense ont diminué, les résultats de l'an dernier ayant été modifiés par les coûts liés aux engagements du Canada aux fins du maintien de la paix internationale. Toutes les autres dépenses ministérielles ont augmenté de 7,4 %. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des paiements.

La baisse des frais de la dette publique est attribuable à une baisse de l'encours de la dette portant intérêt, le taux d'intérêt effectif moyen étant demeuré inchangé.

Besoins financiers de 2,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire inclut uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire car ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux investissements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Avril		variation (%)
	1999	2000	
	(en millions de dollars)		
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	6 559	7 347	12,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 083	1 963	81,3
Autres	423	342	-19,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 065	9 652	19,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 788	1 784	-0,2
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 097	2 077	-1,0
Droits de douane à l'importation	180	160	-11,1
Taxes de vente et d'accise	625	612	-2,1
Total des taxes et droits d'accise	2 902	2 849	-1,8
Total des recettes fiscales	12 755	14 285	12,0
Recettes non fiscales	474	427	-9,9
Total des recettes budgétaires	13 229	14 712	11,2

la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,2 milliards de dollars en avril 2000, en hausse par rapport à des besoins nets de 3,6 milliards en avril 1999. Cette hausse est surtout attribuable au premier versement donnant suite au règlement relatif à l'équité salariale, qui s'est chiffré à 1,6 milliard de dollars. Des besoins financiers (opérations de change exclues) de 2,5 milliards de dollars ont donc été déclarés en avril 2000, en comparaison de besoins de 2,0 milliards en avril 1999.

Besoins financiers nets de 1,3 milliard de dollars en avril 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource

dégagée par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, une ressource nette de 1,1 milliard de dollars a été enregistrée en avril 2000, comparativement à des besoins nets de 0,6 milliard en avril 1999.

Avec un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars, des besoins nets de 5,2 milliards découlant des opérations non budgétaires et une source nette de 1,1 milliard découlant des opérations de change, des besoins financiers nets de 1,3 milliard ont été déclarés en avril 2000, contre des besoins nets de 2,7 milliards en avril 1999.

Les emprunts nets en baisse de 5,8 milliards de dollars

Malgré des besoins financiers nets de 1,3 milliard de dollars en avril 2000, le gouvernement a tout de même remboursé au cours du mois 5,8 milliards de la dette contractée sur les marchés. Il a ainsi réduit l'encaisse de 7,1 milliards. À la fin d'avril 2000, l'encaisse se chiffrait à 5,8 milliards de dollars.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Avril		variation (%)
	1999	2000	
	(en millions de dollars)		
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 915	1 997	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 079	1 038	-3,8
Total	2 994	3 035	1,4
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0
Transferts fiscaux	744	832	11,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-177	-206	16,4
Total	1 609	1 751	8,8
Dépenses directes de programmes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	1	9	800,0
Affaires étrangères	57	55	-3,5
Santé	55	63	14,5
Développement des ressources humaines	28	8	-71,4
Affaires indiennes et du Nord	829	842	1,6
Industrie et développement régional	91	27	-70,3
Anciens combattants	113	116	2,7
Autres	176	242	37,5
Total	1 350	1 362	0,9
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	113	173	53,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	145	150	3,4
Autres	153	140	-8,5
Total	411	463	12,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	534	490	-8,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 391	1 494	7,4
Total	1 925	1 984	3,1
Total des dépenses directes de programmes	3 686	3 809	3,3
Total des dépenses de programmes	8 289	8 595	3,7
Frais de la dette publique	3 412	3 368	-1,3
Total des dépenses budgétaires	11 701	11 963	2,2
Poste pour mémoire :			
total des transferts	5 953	6 148	3,3

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 528	2 749
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	-64	0
Autres	350	105
Total	286	105
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-221	-394
Comptes de pension de retraite	366	316
Autres	21	-44
Total	166	-122
Autres opérations	-4 008	-5 206
Total des opérations non budgétaires	-3 556	-5 223
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 028	-2 474
Opérations de change	-632	1 129
Solde financier net	-2 660	-1 345

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Solde financier net	-2 660	-1 345
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens	0	1 900
Obligations négociables		
Obligations d'épargne du Canada	-31	-5
Bons du Trésor	-4 050	-7 250
Autres	598	0
Total partiel	-3 483	-5 355
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-1 233	-433
Billets du Canada	0	0
Total	-1 233	-433
Variation nette des emprunts	-4 716	-5 788
Variation de l'encaisse	-7 376	-7 133

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 avril 2000	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 158	19 906	-2 252
Intérêt et dette échue	8 678	10 119	1 441
Provisions	13 516	11 938	-1 578
Total des créiteurs, des charges à payer et des provisions	44 352	41 963	-2 389
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 485	127 801	316
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 262	5 868	-394
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 749	6 705	-44
Total des régimes de retraite et autres comptes	140 496	140 374	-122
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 618	295 827	2 209
Bons du Trésor	99 850	92 600	-7 250
Obligations d'épargne du Canada	26 252	26 426	174
Autres	3 426	3 552	126
Total partiel	423 146	418 405	-4 741
Payable en devises			
Obligations négociables	27 057	25 528	-1 529
Bons du Canada	6 049	5 575	-474
Billets du Canada	997	1 053	56
Total partiel	34 103	32 156	-1 947
Total de la dette non échue	457 249	450 561	-6 688
Total de la dette portant intérêt	597 745	590 935	-6 810
Total du passif	642 097	632 898	-9 199
Actif			
Encaisse et débiteurs	11 513	6 087	-5 426
Comptes d'opérations de change	43 911	42 782	-1 129
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 849	12 954	105
Total de l'actif	68 273	61 823	-6 450
Déficit accumulé (dette publique nette)¹	573 824	571 075	-2 749

¹ Suppose un solde budgétaire de 3 milliards de dollars pour 1999-2000.

